



## Déclaration liminaire du SE-UNSA 77

CAPD du 14 avril 2016

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs, membres de la CAPD,

En guise d'introduction, le SE-UNSA souhaite remercier et féliciter les services pour leur travail, leur efficacité et leur disponibilité dans un de ces moments clés de l'année et alors que nous savons les équipes diminuées et les priorités à attribuer plus nombreuses qu'à l'accoutumée après une carte scolaire contrainte.

Des remerciements, ou au moins de la considération et même des preuves de celle-ci, c'est ce que les enseignants escomptent du volet ministériel des négociations PPCR. Ils espèrent que le déblocage, modeste, du point d'indice, que nous n'avons eu de cesse de réclamer, n'est qu'un avant-goût. Puisqu'à force de répéter, cela a fini par rentrer, nous allons, comme en classe, réitérer la consigne ou du moins notre demande, d'une augmentation substantielle de l'ISAE et son incorporation au traitement des PE, ainsi qu'un rythme d'avancement unique vers une hors classe pour tous, sans oublier une évaluation refondée.

Nous ne saurions réduire la considération de l'Etat pour ses enseignants à l'aspect rémunérateur de leur fonction mais dans notre monde, un solde bancaire positif vaut mieux que le cursus universitaire ou la valeur professionnelle. Les enseignants ne souhaitent pas être dans les petits papiers du Panama, dans ceux du ministre du budget leur suffirait. Nous constatons d'ailleurs que si les habitués de l'isthme consentaient à participer à la solidarité nationale, celle-ci pourrait récompenser l'engagement des professeurs à sa juste valeur. Voilà un transfert de fonds éthique et solidaire qui, d'après de nombreuses études, améliorerait le niveau de nos élèves. Très indirectement j'en conviens, mais quand même...

Mais nous nous égarons sur les rives du canal interocéanique. Revenons sur les bords de ceux de l'Ourcq, de Chelles ou du Loing où les collègues attendent les décisions de la CAPD avec impatience et appréhension, pour donner une nouvelle orientation à leur carrière, bénéficier d'un congé pour se soigner et se reconstruire ou se voir attribuer une priorité, forcément compensatrice mais pas forcément utilisable. Ce qui représente de plus en plus de monde...

Mis à part ces considérations, liées à la période, les enseignants sont également en droit d'espérer de l'Etat une protection face à des situations conflictuelles et pour tout dire dangereuses dont la récurrence augmente dangereusement. Nous y reviendrons lors des questions diverses mais le SE-UNSA souhaite que des réponses pérennes soient apportées aux collègues victimes de coups et d'injures face auxquels, une fois les protocoles épuisés, ils sont trop vite démunis. Certes, l'Education Nationale fait ce qu'elle peut et parfois avec ce qu'elle n'a pas et il s'agit bien de la défaillance de bien des services de l'Etat dont nous nous plaignons mais ce sont nos collègues qui sont en première ligne et subissent les actes de violence.

Alors la considération que d'aucuns déclarent nous témoigner, c'est bien en les protégeant qu'elle serait effective.